



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DIPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la SAS AGRATI FOURMIES
des prescriptions complémentaires fixant le montant des
garanties financières applicables à son établissement
situé à FOURMIES**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre I du livre V pour ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2006 accordant à la SAS TEXTRON FASTENING SYSTEMS devenue AGRATI l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de vis spéciales à l'industrie à FOURMIES ;

Vu le courrier du 31 janvier 2014 par lequel la société AGRATI FOURMIES SAS transmet une proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations de son établissement de Fourmies, visées sous la rubrique 2565 ;

Vu le rapport du 25 avril 2014 du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 mai 2014 ;

Considérant que la société AGRATI FOURMIES SAS - siège social : 2 rue Chauffour 59610 FOURMIES - est visée dans la liste des installations figurant à la première colonne de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application du 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour ses installations de traitement de surface visées sous la rubrique 2565 ;

6- Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de mise en sécurité après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

7- Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont limités aux quantités fixées dans le tableau ci-après :

1 - Déchets communs :

Type de Déchet	Capacité de Stockage sur site (t ou m ³)
D.I.B	3,5 t
Cartons propres *	10 m ³
Palettes *	10 m ³
Solide Imprégné (D.I.S)	3,5 t
Boues hydroxyde métallique	25 t
Résidus solides & boues de Géomet (fûts bleus)	2 t
Lavage bol GEOMET (eau & boue en cubi)	2 t
Boues de carbonates et sulfate zinc nickel	1 t
Produits chimiques divers	25 t
Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses	1 m ³
Produits chimiques local régénération (cuve anolyte)	6 m ³
Eaux Hydrocarbure	50 m ³
Huiles entières *	20 m ³
Huile soluble des fours	20 m ³
Boues huileuses	14,5 t
Rebuts métalliques (copeaux..) *	20 t
Ferrailles *	20 t
Fûts métalliques vides *	0,1 t
Grenailles de fer	10 t
Déchets activité de soins	0,005 t
Consommables informatiques et bureautiques usagés	0,1 t
Cartouches Toners usagées	0,1 t
Déchets de toner	0,1 t
DEEE	2 t
Tubes et lampes fluorescents	2 t
Piles	0,001 t
Bombes Aérosols	0,04 t
Réfractaires *	2 t

- déchets valorisables

2 – Station de Traitement :

n°	Cuve / fosse	Volumes à pomper (m ³)
R1	Fosse rinçage acido basique	20
R2	Fosse rinçage	10
R3	Fosse reprise concentrés acides	2
R4	injection des concentrés acides	20
R5	injection des concentrés acides	10
R6	Fosse reprise concentré alcalin	2
R7	Stockage EAU HYDRO	0
R8	stockage modif station	20
R9	Fosse reprise concentré	2
R10	cuve acidification (va à l'actimag)	20
R11	stockage des concentrés pour enlèvement (cuve noir durant aout)	0
R12	V3	
R13	V3	
R14	V3	
R15	V3	
R16	ajustement pH suite Actimag	5
R17	Actimag	
R18	Neutralisation	25
R19	Oxydation	15
R20	mélangeur rapide	1
R21	Floculation	12
R22	décanteur	140
R23	épaississeur	27
R24	filtre presse	
R25	Post neutralisation	10
R26	contrôle final	
R27	relais d'acide HCL	
R28	silo à chaux	
R29	préparation lait de chaux	3
R30	préparation floculant	
R31	distribution floculant	3
TOTAL		347

3 – Ligne GEOMET :

Ligne de GEOMET	Volume (m ³)
rinçage mort (1 cuve)	1,5
rinçage cascade (2 cuves)	3,1
dégraissage chimique (2 cuves)	4,8
inhibiteur (1 cuve)	1,8
GEOMET (1 cuve de travail)	
Lavage bol (2 cuves)	
Décapage soude (2 cuves)	4,6
Résidus solides & boues de Géomet (0,5m3 de fûts bleus + cuve de travail)	1,6
Lavage bol GEOMET (2 cubi+ 2 cuves de lavage)	3,4
TOTAL	20,8

4 – Ligne de ZINC NICKEL :

Ligne de ZINC NICKEL		Volume (m ³)
Pré par ati on	Dégraissage chimique	7,5
	Dégraissage électro anodique 1	1,7
	rinçage mort	1,1
	rinçage cascade	3,3
	décapage	8,5
	rinçage cascade	3,3
	dégraissage electro anodique 2	3,5
	rinçage ECO	1,1
	rinçage cascade	2,2
Lig ne de Zin ga ge	Zn Ni Alcalin	35
	Réserve concentré Zinc	2
	Cuve Anolyte	4
	Rinçage av/ap Zn ECO Ni	2,2
	rinçage cascade	4,4
	Passivation Blanche	1,1
	rinçage cascade	2,2
	Passivation Noire	1,7
	rinçage cascade	2,2
Lig ne de Fini tio n	rinçage cascade	2,6
	Finition renforcée BLANCHE F105	1,7
	Centrifugeuse F105	0
	Finition renforcée NOIRE FOM302	1,7
	Centrifugeuse FOM302	0
	Finition renforcée BLANCHE F150	1,7
	Centrifugeuse F150	0
	Lavage panier	1,3
TOTAL	96	

Article 4 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 5 - Décision et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au Maire de FOURMIES,
- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOURMIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de FOURMIES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 18 DEC. 2014

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



